



RAPPORT DE GESTION

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2013	2
MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS	4
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	8
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ	12
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	23
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	31
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	37

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. (« Québecor » ou la « Société ») couvre les principales activités du troisième trimestre 2013 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent.

Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'avis contraire. Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2012.

Québecor est une société de gestion détenant une participation de 75,4 % dans Québecor Média inc. (« Québecor Média »), l'un des plus importants conglomérats de médias du Canada. Les filiales de Québecor Média exercent leurs activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Médias d'information, Télédiffusion, Loisir et divertissement, et Technologies et communications interactives. Québecor Média déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés médias.

Le 1^{er} juin 2013, Québecor Média a vendu son site Internet spécialisé *Jobboom* pour une contrepartie en espèces de 52,1 M\$, déduction faite des espèces disposées de 5,4 M\$. De plus, Québecor Média s'est engagée à vendre son site Internet spécialisé *Réseau Contact* d'ici la fin de l'exercice 2013 pour une contrepartie en espèces de 7,5 M\$ sous réserve de conditions liées au transfert technologique, lesquelles devraient être remplies d'ici la fin de 2013. Les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie relatifs à ces activités, ainsi que le gain de 36,6 M\$ résultant de la vente de *Jobboom*, ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées dans les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie. Dans ce rapport de gestion, seules les activités poursuivies de Québecor sont considérées dans l'analyse des résultats d'exploitation sectoriels.

À compter du troisième trimestre 2013, les données financières de la filiale Le SuperClub Vidéotron Itée (« Le SuperClub Vidéotron ») sont présentées dans le secteur Loisir et divertissement au lieu du secteur Télécommunications. Par conséquent, les données financières sectorielles de la Société des périodes précédentes ont été reclassées afin de refléter ce changement.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2013

- Le chiffre d'affaires de Québecor a totalisé 1,08 G\$ au troisième trimestre 2013, en hausse de 20,4 M\$ (1,9 %) par rapport au troisième trimestre 2012.
- Le 8 juillet 2013, Aldo Giampaolo a été nommé président et chef de la direction du groupe Divertissement et sports de Québecor Média. Monsieur Giampaolo possède une vaste expertise en matière de gestion d'événements majeurs et de mégacomplexes à vocation sportive et culturelle.
- Le 26 août 2013, Caroline Roy a accédé au poste de vice-présidente, Développement et stratégie de QMI Numérique, une nouvelle unité d'affaires qui joue un rôle de centre d'expertise en technologie numérique axé, notamment, sur la recherche et le développement.
- Au cours du troisième trimestre 2013, la Société a effectué des tests de dépréciation sur les unités génératrices de trésorerie (« UGT ») Médias d'information, Musique et Livres qui continuent d'être affectés négativement par le passage au numérique et les conditions du marché difficiles dans leurs secteurs respectifs. Par conséquent, la Société a inscrit une charge non monétaire totale de 305,8 M\$ de dépréciation de l'écart d'acquisition, des marques de commerce de publications et des relations clients.

Télécommunications

- Au troisième trimestre 2013, le secteur Télécommunications a affiché une croissance de 33,1 M\$ (5,1 %) de ses revenus et de 24,9 M\$ (8,2 %) de son bénéfice d'exploitation.
- Tous les principaux services de Vidéotron Itée (« Vidéotron ») ont enregistré une progression de leurs revenus au troisième trimestre 2013 : téléphonie mobile (13,0 M\$ ou 28,9 %), accès Internet (12,0 M\$ ou 6,2 %), téléphonie par câble (6,0 M\$ ou 5,3 %) et télédistribution (1,5 M\$ ou 0,6 %).

- Augmentation nette de 43 500 unités de service¹ au troisième trimestre 2013, contre 101 100 à la même période de 2012. Le nombre total d'unités de service a augmenté de 147 000 (3,0 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2013. Vidéotron a franchi le cap des 5 millions d'unités de service au cours du troisième trimestre 2013.
- Le 24 septembre 2013, Vidéotron a annoncé l'élargissement de son offre multiplateforme avec l'arrivée de Super Channel sur le service illico télé numérique, afin de proposer une programmation de films à succès, de grandes séries télévisées et des galas de boxe présentés en exclusivité sur Showtime. Super Channel déclinera une vaste gamme de contenus sur illico.tv, illico.tv sur tablettes (Android et iPad) et illico mobile.
- Le 5 septembre 2013, Vidéotron a annoncé son intention de créer une nouvelle chaîne de télévision communautaire anglophone, MYtv, destinée à devenir la voix et le miroir de la communauté anglophone de la grande région de Montréal. À cet effet, une demande officielle a été déposée au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »).
- Le 8 août 2013, Vidéotron a franchi le cap des 50 000 clients à illico Club à volonté, un service de vidéo sur demande par abonnement, qui propose la plus grande offre de titres francophones sur demande à volonté au Canada. Le service a été lancé à la fin de février 2013.

Médias d'information

- Le bénéfice d'exploitation du secteur Médias d'information a progressé de 14,7 % au cours du troisième trimestre 2013, reflétant les impacts des efforts importants de réduction de coûts et de repositionnement des activités déployés au cours des dernières années.
- Les nouvelles mesures de restructuration instaurées au cours du troisième trimestre 2013 ont entraîné l'abolition de 360 postes, la fermeture de 8 publications et de 3 journaux urbains gratuits – soit les journaux *24 Hours* d'Ottawa, de Calgary et d'Edmonton –, ainsi qu'une série d'initiatives visant à accroître l'efficacité opérationnelle. Les économies totales annuelles attribuables à ces mesures sont évaluées à environ 55,0 M\$. Corporation Sun Media entend poursuivre ses investissements et favoriser l'expansion de ses journaux et publications possédant un fort potentiel de croissance sur les plateformes de diffusion papier et numérique.
- Le 24 septembre 2013, Québecor Média et Le Sac Plus, ainsi que l'agence Novus à titre de partenaire, ont annoncé la conclusion d'une entente exclusive visant la distribution hebdomadaire des circulaires de la chaîne de magasins de vente au détail Target dans Le Sac Plus au Québec. Dès l'automne 2013, Le Sac Plus distribuera annuellement près de 100 millions de dépliants promotionnels pour Target grâce à son vaste réseau panquébécois.

Télédiffusion

- Le bénéfice d'exploitation du secteur Télédiffusion a plus que doublé au cours du troisième trimestre 2013 pour se chiffrer à 15,2 M\$, soit une croissance de 8,4 M\$, reflétant un ajustement rétroactif favorable attribuable à la quote-part de Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») des redevances relatives à la retransmission des signaux éloignés pour les exercices 2009 à 2013. La croissance du bénéfice d'exploitation s'explique aussi par l'impact positif des mesures de restructuration instaurées au deuxième trimestre 2013.
- Le 18 juillet 2013, Groupe TVA a annoncé l'acquisition de Les Publications Charron & Cie inc. (« Les Publications Charron & Cie »), éditeur du magazine *La Semaine*, et de Charron Éditeur inc. (« Charron Éditeur »). Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de Groupe TVA de demeurer en tête du marché de l'édition de magazines au Québec.

Financement

Les opérations financières suivantes ont été réalisées depuis la fin du deuxième trimestre 2013.

- Le 2 juillet 2013, Vidéotron a utilisé le produit tiré de son placement de billets de premier rang émis le 17 juin 2013 d'un montant en capital global de 400,0 M\$, portant intérêt à 5,625 % et échéant le 15 juin 2025, pour financer le remboursement par anticipation et le retrait d'un montant en capital global de 380,0 M\$US de ses billets de premier rang émis le 15 avril 2008 et en circulation, portant intérêt à un taux de 9,125 % et échéant en avril 2018.
- Le 14 août 2013, la Société a procédé au fractionnement de ses actions catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et de ses actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B ») en circulation, à raison de 2 pour 1. Ainsi, les porteurs d'actions de la Société ont reçu une action additionnelle pour chaque action détenue à

¹ La somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et sans fil, et de téléphonie par câble à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

la date de clôture des registres. Les négociations sur les actions de la Société, sur la nouvelle base de 2 pour 1, ont commencé à l'ouverture des marchés le 16 août 2013.

- Le 29 août 2013, Québecor Média a émis un prêt à terme « B » garanti de premier rang de 350,0 M\$US, à un prix de 99,50 % pour un produit net de 358,4 M\$, déduction faite des frais de financement de 1,9 M\$. Ce prêt à terme porte intérêt au taux interbancaire américain offert à Londres (« LIBOR »), assujéti à un LIBOR plancher de 0,75 %, majoré d'une prime de 2,50 %. Ce prêt à terme prévoit des paiements trimestriels correspondants à 1,00 % par année du montant en capital initial, et le solde est payable le 17 août 2020.
- Le 30 août 2013, Québecor Média a remboursé un montant en capital de 265,0 M\$US de ses billets de premier rang émis le 17 janvier 2006 et en circulation, portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016, et a réglé les contrats de couverture afférents.
- En octobre 2013, la Société a amendé sa facilité de crédit renouvelable de 150,0 M\$ afin de proroger sa date d'échéance jusqu'en novembre 2016 et d'amender certaines conditions de cette facilité.

MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Les mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le bénéfice d'exploitation, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média et le revenu mensuel moyen par abonné (« RMPA ») ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice d'exploitation, tel que concilié avec (la perte nette) le bénéfice net conformément aux IFRS, comme (la perte nette) le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, (la perte) le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels, (la perte) le gain sur refinancement de dettes, les impôts sur le bénéfice et (la perte) le bénéfice lié(e) aux activités abandonnées. Le bénéfice d'exploitation, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du bénéfice d'exploitation pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activité.

En outre, le bénéfice d'exploitation est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média, sont également utilisées par la Société. De plus, des mesures comme le bénéfice d'exploitation sont fréquemment utilisées par les membres de la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. La définition du bénéfice d'exploitation de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du bénéfice d'exploitation avec (la perte nette) le bénéfice net divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 1**Rapprochement du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec (la perte nette) le bénéfice net divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice (perte) d'exploitation :				
Télécommunications	329,3	\$ 304,4	\$ 962,4	\$ 898,9
Médias d'information	25,8	22,5	55,4	73,8
Télédiffusion	15,2	6,8	31,4	18,3
Loisir et divertissement	7,9	11,8	9,1	16,5
Technologies et communications interactives	3,9	0,4	9,6	6,4
Siège social	(1,8)	3,4	(2,3)	7,2
	380,3	349,3	1 065,6	1 021,1
Amortissement	(169,2)	(146,4)	(496,6)	(432,4)
Frais financiers	(90,3)	(80,1)	(285,9)	(247,5)
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(14,6)	117,7	(209,6)	231,8
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(5,7)	(39,7)	(14,9)	(28,8)
Dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels	(305,8)	(187,0)	(305,8)	(201,5)
(Perte) gain sur refinancement de dettes	-	-	(18,9)	2,4
Impôts sur le bénéfice	(12,6)	(13,2)	(2,1)	(102,9)
(Perte) bénéfice lié(e) aux activités abandonnées	(0,4)	2,0	39,7	6,9
(Perte nette) bénéfice net	(218,3)	\$ 2,6	(228,5)	\$ 249,1

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec (la perte nette) le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme (la perte nette) le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant (la perte) le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels et (la perte) le gain sur refinancement de dettes, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements, (de la perte nette) du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements et (de la perte) du bénéfice lié(e) aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec (la perte nette) le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 2**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec (la perte nette) le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	63,7	49,5	148,2	131,8
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(14,6)	117,7	(209,6)	231,8
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(5,7)	(39,7)	(14,9)	(28,8)
Dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels	(305,8)	(187,0)	(305,8)	(201,5)
(Perte) gain sur refinancement de dettes	-	-	(18,9)	2,4
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	19,1	19,7	75,7	(6,8)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	75,8	55,8	118,1	21,3
Activités abandonnées	(0,3)	1,1	29,9	3,8
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(167,8)	17,1	(177,3)	154,0

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs

Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent le bénéfice d'exploitation, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. La Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs comme indicateur de liquidités générées par ses secteurs. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs sont utilisés par la direction et le conseil d'administration pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de ses secteurs. Lorsque la Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, elle fournit un rapprochement avec le bénéfice d'exploitation dans la même section du rapport.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies selon les IFRS, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la filiale Québecor Média. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles dans Québecor Média pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 9 présente le rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de cette filiale.

Revenu mensuel moyen par abonné

Le RMPA est un indicateur utilisé dans l'industrie pour mesurer les revenus mensuels générés par la télévision par câble, l'accès Internet et la téléphonie par câble et mobile par abonné moyen de base. Le RMPA n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La Société calcule le RMPA en divisant ses revenus combinés de télévision par câble, d'accès Internet et de téléphonie par câble et mobile par le nombre moyen d'abonnés de base durant la période considérée, puis divise ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUÉBECOR

Comparaison des troisièmes trimestres 2013 et 2012

Revenus de 1,08 G\$, en hausse de 20,4 M\$ (1,9 %).

- Progression dans les secteurs Télécommunications (33,1 M\$ ou 5,1 % des revenus du secteur) et Télédiffusion (5,1 M\$ ou 5,2 %).
- Revenus stables dans le secteur Technologies et communications interactives.
- Recul dans les secteurs Médias d'information (19,8 M\$ ou -8,7 %) et Loisir et divertissement (2,9 M\$ ou -3,7 %).

Bénéfice d'exploitation de 380,3 M\$, en hausse de 31,0 M\$ (8,9 %).

- Hausse dans le secteur Télécommunications (24,9 M\$ ou 8,2 % du bénéfice d'exploitation du secteur), Télédiffusion (8,4 M\$), Technologies et communications interactives (3,5 M\$) et Médias d'information (3,3 M\$ ou 14,7 %).
- Recul dans le secteur Loisir et divertissement (3,9 M\$ ou -33,1 %) et au siège social (5,2 M\$), expliqué principalement dans ce dernier cas par la variation défavorable de la juste valeur des options d'achat d'actions.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart défavorable de 3,5 M\$ relativement à la charge consolidée de rémunération à base d'actions au troisième trimestre 2013, par rapport à la même période de 2012. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor a entraîné un écart défavorable de 6,7 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au troisième trimestre 2013.

Perte nette attribuable aux actionnaires de 167,8 M\$ (1,36 \$ par action de base) au troisième trimestre 2013, contre un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 17,1 M\$ (0,14 \$ par action de base) à la même période de 2012, soit un écart défavorable de 184,9 M\$ (1,50 \$ par action de base).

- Cet écart défavorable s'explique surtout par :
 - un écart défavorable de 132,3 M\$ au chapitre des pertes et gains sur évaluation et conversion des instruments financiers ;
 - un écart défavorable de 118,8 M\$ relativement à la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels ;
 - une hausse de 22,8 M\$ de la charge d'amortissement ;
 - une augmentation de 10,2 M\$ des frais financiers.

Contrebalancés par :

- une hausse de 31,0 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
- un écart favorable de 34,0 M\$ au chapitre de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 63,7 M\$ au troisième trimestre 2013 (0,51 \$ par action de base), contre 49,5 M\$ (0,39 \$ par action de base) au troisième trimestre 2012, soit une hausse de 14,2 M\$ (0,12 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 169,2 M\$ au troisième trimestre 2013, soit une hausse de 22,8 M\$ qui s'explique essentiellement par l'impact des investissements en immobilisations importants effectués depuis 2011 dans le secteur Télécommunications, dont l'amortissement des immobilisations relatives aux services d'accès Internet par câble et à la modernisation du réseau filaire, et à l'impact de la stratégie promotionnelle axée sur la location d'équipements.

Frais financiers de 90,3 M\$, en hausse de 10,2 M\$, expliquée surtout par le niveau d'endettement plus élevé, en raison du rachat par endettement, en octobre 2012, des actions de Québecor Média détenues par CDP Capital d'Amérique Investissement inc. (« CDP Capital »), une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse »). Ce facteur a été contrebalancé en partie par l'impact de la diminution des taux d'intérêt applicables aux dettes à long terme, expliqué par des refinancements à des taux d'intérêt inférieurs.

Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers de 14,6 M\$ au troisième trimestre 2013, contre un gain de 117,7 M\$ à la même période de 2012. Cet écart défavorable de 132,3 M\$ s'explique principalement par la variation des justes valeurs des options de règlement anticipé due à la fluctuation des hypothèses d'évaluation, notamment les taux d'intérêt et primes de crédit implicites aux prix des sous-jacents, et les dates prévues d'exercice des options. L'écart s'explique aussi par le renversement de la juste valeur de l'option de règlement anticipé lié aux billets de premier rang de Québecor Média remboursés le 30 août 2013.

Charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux de 5,7 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 39,7 M\$ au troisième trimestre 2012, soit un écart favorable de 34,0 M\$.

- Au troisième trimestre 2013, une charge nette de restructuration des activités d'exploitation de 3,8 M\$ a été enregistrée dans le secteur Médias d'information, liée aux différents programmes de réduction d'effectifs (31,8 M\$ à la même période de 2012). Dans le cadre de ces mesures, une charge de dépréciation de 7,5 M\$ liée à certains éléments d'actif avait également été enregistrée au troisième trimestre 2012.
- Au cours du troisième trimestre 2013, le secteur Télédiffusion a enregistré une charge de restructuration de 0,2 M\$, principalement liée aux programmes de réduction d'effectifs, et une charge de dépréciation de 0,6 M\$ liée à certains éléments d'actif.
- Les autres secteurs ont enregistré une charge nette de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux de 1,1 M\$ au troisième trimestre 2013 (0,4 M\$ au troisième trimestre 2012).

Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels de 305,8 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 187,0 M\$ à la même période de 2012, soit un écart défavorable de 118,8 M\$.

- Au troisième trimestre 2013, Québecor Média a réalisé des tests de dépréciation sur les UGT Médias d'information, Livres et Musique, qui continuent d'être affectées par le passage au numérique et les conditions du marché difficiles dans leurs secteurs respectifs. Québecor Média a conclu que la valeur recouvrable de ces UGT, basée sur leur valeur d'utilité ou sur la juste valeur moins les coûts de disposition, était inférieure à leur valeur comptable. En conséquence, les charges de dépréciation de l'écart d'acquisition suivantes ont été enregistrées :
 - le secteur Médias d'information a enregistré une charge non monétaire de dépréciation de l'écart d'acquisition de 229,0 M\$ sans incidence fiscale (\$145,0 M\$ au troisième trimestre 2012) et une charge non monétaire de dépréciation des marques de commerce de publications et des relations clients de 56,0 M\$ (30,0 M\$ au troisième trimestre 2012) ;
 - le secteur Loisir et divertissement a enregistré une charge non monétaire de dépréciation de l'écart d'acquisition de 8,9 M\$ sans incidence fiscale dans son UGT Musique (12,0 M\$ au troisième trimestre 2012) et de 11,9 M\$ sans incidence fiscale dans son UGT Livres (aucune au troisième trimestre 2012).

Charge d'impôts sur le bénéfice de 12,6 M\$ (taux d'imposition effectif de 28,3 %) au troisième trimestre 2013, contre une charge d'impôts de 13,2 M\$ (taux d'imposition effectif de 7,7 %) à la même période de 2012. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

- La charge d'impôts sur le bénéfice a diminué en raison de l'impact de la baisse du bénéfice imposable pour les fins fiscales.
- Cette diminution a par ailleurs été contrebalancée par l'impact sur la comparaison des troisièmes trimestres 2013 et 2012 d'une réduction de la charge d'impôts sur le bénéfice différés de 34,8 M\$ inscrite au troisième trimestre 2012, à la suite de l'examen par la Société de la reconnaissance des actifs d'impôts différés à la lumière de la jurisprudence et des développements en fiscalité. Cette réduction explique également le taux d'imposition effectif au troisième trimestre 2012.

Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et 2012

Revenus de 3,21 G\$, en hausse de 19,5 M\$ (0,6 %).

- Augmentation dans le secteur Télécommunications (89,4 M\$ ou 4,6 % des revenus du secteur) et Télédiffusion (2,7 M\$ ou 0,8 %).
- Recul dans les secteurs Médias d'information (70,9 M\$ ou -9,9 %), Loisir et divertissement (11,9 M\$ ou -5,5 %) et Technologies et communications interactives (4,8 M\$ ou -4,4 %).

Bénéfice d'exploitation de 1,07 G\$, en hausse de 44,5 M\$ (4,4 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (63,5 M\$ ou 7,1 % du bénéfice d'exploitation du secteur), Télédiffusion (13,1 M\$ ou 71,6 %) et Technologies et communications interactives (3,2 M\$ ou 50,0 %).
- Baisse dans les secteurs Médias d'information (18,4 M\$ ou -24,9 %) et Loisir et divertissement (7,4 M\$ ou -44,8 %), de même qu'au siège social (9,5 M\$) expliqué principalement, dans ce dernier cas, par la variation défavorable de la juste valeur des options d'achat d'actions.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart favorable de 0,3 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions pour les neuf premiers mois de 2013, par rapport à la même période de 2012. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor a entraîné un écart défavorable de 11,5 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au cours des neuf premiers mois de 2013.

Perte nette attribuable aux actionnaires de 177,3 M\$ (1,43 \$ par action de base) pour les neuf premiers mois de 2013, contre un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 154,0 M\$ (1,22 \$ par action de base) à la même période de 2012, soit un écart défavorable de 331,3 M\$ (2,65 \$ par action de base).

- Cet écart défavorable s'explique surtout par :
 - l'écart défavorable de 441,4 M\$ au chapitre des pertes et gains sur évaluation et conversion d'instruments financiers ;
 - l'écart défavorable de 104,3 M\$ relativement à la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels ;
 - la hausse de 64,2 M\$ de la charge d'amortissement ;
 - la hausse de 38,4 M\$ des frais financiers ;
 - l'écart défavorable de 21,3 M\$ au chapitre des pertes et gains sur refinancement de dettes.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 44,5 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
- l'écart favorable de 32,8 M\$ du bénéfice lié aux activités abandonnées, expliqué principalement par le gain sur disposition de *Jobboom* ;
- l'écart favorable de 13,9 M\$ au chapitre de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 148,2 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013 (1,19 \$ par action de base), contre 131,8 M\$ (1,04 \$ par action de base) à la même période de 2012, soit une hausse de 16,4 M\$ (0,15 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 496,6 M\$, soit une hausse de 64,2 M\$, qui s'explique essentiellement par les raisons mentionnées dans la comparaison des troisièmes trimestres 2013 et 2012.

Frais financiers de 285,9 M\$, en hausse de 38,4 M\$, expliquée essentiellement par les raisons mentionnées dans la comparaison des troisièmes trimestres 2013 et 2012.

Perte sur évaluation et conversion d'instruments financiers de 209,6 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2013, contre un gain de 231,8 M\$ à la même période de 2012, soit un écart défavorable de 441,4 M\$ principalement attribuable à la variation des justes valeurs des options de règlement anticipé due à la fluctuation des hypothèses d'évaluation, notamment les taux d'intérêt et les primes de crédit implicites aux prix des sous-jacents, et les dates prévues d'exercice des options. L'écart s'explique également par les renversements de la juste valeur des options de règlement anticipé liées aux billets de premier rang de Vidéotron remboursés le 2 juillet 2013 et de Québecor Média remboursés le 30 août 2013.

Charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux de 14,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre une charge de 28,8 M\$ à la même période de 2012, soit un écart favorable de 13,9 M\$.

- Au cours des neuf premiers mois de 2013, une charge nette de restructuration des activités d'exploitation de 4,1 M\$ a été enregistrée dans le secteur Médias d'information, principalement liée aux différents programmes de réduction d'effectifs (32,1 M\$ à la même période de 2012). Dans le cadre de ces mesures, une charge de dépréciation de 7,5 M\$ liée à certains éléments d'actif a également été enregistrée pour la période des neuf premiers mois de 2012.

- Le secteur Télédiffusion a enregistré une charge de restructuration de 2,3 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2013 (0,1 M\$ à la même période de 2012), relative à des réductions d'effectifs et une charge de dépréciation de 1,6 M\$ liée à certains éléments d'actif. Un gain sur disposition d'entreprises de 12,9 M\$ avait été enregistré au cours des neuf premiers mois de 2012 dans le secteur Télédiffusion à la suite de la vente des participations qui étaient détenues par Groupe TVA dans les chaînes spécialisées mysteryTV et The Cave.
- Les autres secteurs ont enregistré une charge nette de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux de 6,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2013 (2,0 M\$ à la même période de 2012).

Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels de 305,8 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2013, contre 201,5 M\$ pour la même période de 2012, pour un écart défavorable de 104,3 M\$.

- Une charge non monétaire pour dépréciation de l'écart d'acquisition totalisant 249,8 M\$ (sans incidence fiscale) a été enregistrée au troisième trimestre 2013 dans les secteurs Médias d'information et Loisir et divertissement (157,0 M\$ à la même période de 2012). De plus, une charge non monétaire de dépréciation de titres de publications et de relations clients de 56,0 M\$ a aussi été enregistrée au cours de cette période dans le secteur Médias d'information (30,0 M\$ à la même période de 2012). Ces charges sont expliquées plus en détails dans l'analyse des résultats consolidés du troisième trimestre 2013.
- En raison de l'adoption en 2012 des nouveaux tarifs relatifs à la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, la Société a revu au premier trimestre 2012 son plan d'affaires pour ses activités d'édition de magazines du secteur Télédiffusion et a conclu que le montant de l'écart d'acquisition n'était plus totalement recouvrable. Une charge non monétaire liée à la dépréciation de l'écart d'acquisition de 14,5 M\$ (sans incidence fiscale) a été comptabilisée.

Perte sur refinancement de dettes de 18,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre un gain de 2,4 M\$ à la même période de 2012, soit un écart défavorable de 21,3 M\$.

- Le 2 juillet 2013, Vidéotron a remboursé ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 380,0 M\$US émis le 15 avril 2008 et en circulation, portant intérêt à un taux de 9,125 % et échéant en avril 2018. Par conséquent, une perte totale de 18,9 M\$ a été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats au cours des neuf premiers mois de 2013, y compris un gain de 6,5 M\$ enregistré auparavant dans les autres éléments du résultat global.
- Au cours des neuf premiers mois de 2012, Vidéotron a remboursé la totalité des billets de premier rang d'un montant en capital de 395,0 M\$US émis en octobre 2003 et en novembre 2004, portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant en janvier 2014. Au cours de la même période, Québecor Média a remboursé des billets de premier rang d'un montant en capital de 260,0 M\$US émis le 17 janvier 2006, portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016, et a réglé les contrats de couverture afférents. Ces transactions ont entraîné un gain sur refinancement de dettes total de 2,4 M\$.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 2,1 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, comparativement à 102,9 M\$ (taux d'imposition effectif de 19,9 %, en considérant seulement les éléments imposables et déductibles) à la même période de 2012.

- L'écart favorable de 100,8 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice s'explique surtout par la baisse du bénéfice imposable pour fins fiscales, contrebalancée en partie par l'impact de la réduction de la charge d'impôts sur le bénéfice différés de 34,8 M\$ enregistrée au troisième trimestre 2012, par suite de l'examen par la Société de la reconnaissance des actifs d'impôts différés à la lumière de la jurisprudence et des développements en fiscalité.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2013

Revenus de 683,2 M\$, soit une progression de 33,1 M\$ (5,1 %).

- Revenus totaux des services de télédistribution de 270,6 M\$, soit une progression de 1,5 M\$ (0,6 %) principalement due à l'augmentation des revenus générés par la location de terminaux numériques, à l'adhésion à la diffusion en haute définition et à la hausse des commandes à la télé payante, contrebalancées en partie par l'impact de la baisse de la clientèle.
- Revenus des services d'accès Internet de 206,1 M\$, en hausse de 12,0 M\$ (6,2 %). Cet écart favorable s'explique surtout par l'augmentation de la clientèle, par la hausse de certains tarifs et par la progression des revenus provenant de revendeurs de services d'accès Internet.
- Revenus du service de téléphonie par câble de 119,8 M\$, soit une hausse de 6,0 M\$ (5,3 %) provenant surtout de la hausse de certains tarifs, de l'augmentation de la clientèle et du nombre de lignes pour la clientèle affaires.
- Revenus du service de téléphonie mobile de 58,0 M\$, une progression de 13,0 M\$ (28,9 %) due pour l'essentiel à la croissance de la clientèle.
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 15,9 M\$, en baisse de 0,2 M\$ (-1,2 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 10,5 M\$, en hausse de 1,3 M\$ (14,1 %), qui s'explique surtout par la hausse des ventes d'équipements plus performants et par la croissance du nombre de branchements en téléphonie mobile.
- Revenus autres de 2,3 M\$, soit une baisse de 0,5 M\$ (-17,9 %).

RMPA de Vidéotron de 119,24 \$ au troisième trimestre 2013, contre 112,32 \$ à la même période de 2012, soit une croissance de 6,92 \$ (6,2 %).

Statistiques de clientèles

Unités de service – Au 30 septembre 2013, le nombre total d'unités de service s'établissait à 5 004 900, soit une hausse de 43 500 unités (0,9 %) par rapport à la fin du deuxième trimestre 2013, contre une augmentation de 101 100 au troisième trimestre 2012 (tableau 3). Le nombre total d'unités de service a augmenté de 147 000 (3,0 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2013. Les unités de service représentent l'addition des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et sans fil, et de téléphonie par câble, à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

Télédistribution – Le nombre de clients pour l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 2 000 (-0,1 %) au troisième trimestre 2013, contre une augmentation de 15 000 clients au même trimestre de 2012, et elle a diminué de 22 500 clients (-1,2 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2013 (tableau 3). À la fin du troisième trimestre 2013, les services de télédistribution de Vidéotron desservaient 1 830 400 clients, soit un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 67,0 %, contre 68,9 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences et entreprises desservies par le réseau de câblodistribution, soit 2 733 400 à la fin de septembre 2013, contre 2 690 600 un an plus tôt).

- Au 30 septembre 2013, le service illico télé numérique desservait 1 517 600 clients. Ce service a recruté 15 600 clients au troisième trimestre 2013, en hausse de 1,0 %, contre une progression de 32 800 clients au troisième trimestre 2012. Sur une période de 12 mois, le service de télé numérique a recruté 59 800 clients (4,1 %). Au 30 septembre 2013, le taux de pénétration des résidences et entreprises câblées pour le service illico télé numérique s'élevait à 55,5 %, contre 54,2 % un an plus tôt.
- Le service de télédistribution analogique a enregistré une baisse de 17 600 clients (-5,3 %) au troisième trimestre 2013, contre une diminution de 17 800 clients à la même période de 2012. La migration du service de télédistribution analogique vers le numérique explique en bonne partie cette diminution. Sur une période de 12 mois, la baisse a été de 82 300 clients (-20,8 %).

Accès Internet par câble – Le nombre de clients au service d'accès Internet par câble se chiffrait à 1 408 200 au 30 septembre 2013, en hausse de 12 800 clients (0,9 %) au troisième trimestre 2013, contre une hausse de 28 500 clients à la même période de 2012. Pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2013, le service d'accès Internet par câble a recruté 38 600 clients (2,8 %) (tableau 3). Au 30 septembre 2013, les services d'accès Internet par câble affichaient un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 51,5 %, en regard de 50,9 % un an plus tôt.

Téléphonie par câble – Au 30 septembre 2013, ce service comptait 1 281 200 clients, en hausse de 6 500 clients (0,5 %) au troisième trimestre 2013, contre une progression de 26 300 clients au troisième trimestre 2012. Ce service a recruté 31 500 clients (2,5 %) sur une période de 12 mois (tableau 3). Au 30 septembre 2013, le service de téléphonie par câble affichait un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 46,9 %, contre 46,4 % un an plus tôt.

Téléphonie mobile – Au 30 septembre 2013, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 478 000, soit une augmentation de 26 900 lignes (6,0 %) par rapport à la fin du trimestre précédent, contre une hausse de 30 700 lignes au troisième trimestre 2012. Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 99 700 (26,4 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2013 (tableau 3).

Tableau 3

Statistiques de la clientèle du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres
(en milliers de clients)

	Sept. 2013	Jun 2013	Mars 2013	Déc. 2012	Sept. 2012	Jun 2012	Mars 2012	Déc. 2011
Télédistribution :								
Analogique	312,8	330,4	348,9	370,4	395,1	412,9	436,5	460,7
Numérique	1 517,6	1 502,0	1 500,3	1 484,6	1 457,8	1 425,0	1 417,5	1 400,8
	1 830,4	1 832,4	1 849,2	1 855,0	1 852,9	1 837,9	1 854,0	1 861,5
Internet par câble	1 408,2	1 395,4	1 397,3	1 387,7	1 369,6	1 341,1	1 340,5	1 332,5
Téléphonie par câble	1 281,2	1 274,7	1 274,0	1 264,9	1 249,7	1 223,4	1 212,5	1 205,3
Téléphonie mobile ¹	478,0	451,1	420,9	402,6	378,3	347,6	312,8	290,6
Internet sans fil	7,1	7,8	7,0	7,1	7,4	6,8	5,9	5,6
Total (unités de service)	5 004,9	4 961,4	4 948,4	4 917,3	4 857,9	4 756,8	4 725,7	4 695,5

¹ En milliers de lignes

Bénéfice d'exploitation de 329,3 M\$, en hausse de 24,9 M\$ (8,2 %).

- La hausse du bénéfice d'exploitation s'explique surtout par :
 - l'impact de la hausse des revenus.
 Contrebalancé en partie par :
 - la hausse de certains frais d'exploitation, dont les coûts d'ingénierie.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 51,8 % au troisième trimestre 2013, contre 53,2 % à la même période de 2012.

- Cette diminution est surtout attribuable à l'impact de la croissance des revenus (en considérant la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en pourcentage des revenus).

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2013

Revenus de 2,02 G\$, soit une hausse de 89,4 M\$ (4,6 %) essentiellement attribuable aux mêmes facteurs mentionnés dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2013.

- Revenus totaux des services de télédistribution de 814,0 M\$, soit une hausse de 9,0 M\$ (1,1 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 608,5 M\$, en hausse de 31,6 M\$ (5,5 %).
- Revenus du service de téléphonie par câble de 355,1 M\$, soit une hausse de 16,5 M\$ (4,9 %).
- Revenus du service de téléphonie mobile de 161,1 M\$, en hausse de 37,6 M\$ (30,4 %).

- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 47,7 M\$, en baisse de 1,1 M\$ (-2,3 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 25,8 M\$, en baisse de 2,6 M\$ (-9,2 %) due principalement aux stratégies promotionnelles axées sur la location d'équipements de télédistribution, contrebalancée en partie par la hausse des revenus d'équipements en téléphonie mobile.
- Revenus autres de 6,4 M\$, en baisse de 1,6 M\$ (-20,0 %).

RMPA de Vidéotron de 116,98 \$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre 110,76 \$ à la même période de 2012, en hausse de 6,22 \$ (5,6 %).

Statistiques de clientèle

Unités de service – Hausse de 87 600 unités de service (1,8 %) au cours des neuf premiers mois de 2013, contre une augmentation de 162 400 unités de service à la même période de 2012.

Télédistribution – La clientèle de l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 24 600 clients (-1,3 %) au cours des neuf premiers mois de 2013, contre une diminution de 8 600 clients à la même période de 2012.

- Hausse de 33 000 clients (2,2 %) au service illico télé numérique pour les neuf premiers mois de 2013, contre une augmentation de 57 000 clients à la même période de 2012.
- Le service de télédistribution analogique a perdu 57 600 clients (-15,6 %), contre une perte de 65 600 clients dans les neuf premiers mois de 2012.

Accès Internet par câble – Un total de 20 500 nouveaux clients, soit une hausse de 1,5 %, ont été recrutés au service d'accès Internet par câble, contre 37 100 clients à la période correspondante de 2012.

Téléphonie par câble – Augmentation de 16 300 clients (1,3 %) au cours des neuf premiers mois de 2013, contre une progression de 44 400 clients à la même période de 2012.

Téléphonie mobile – Augmentation de 75 400 lignes, soit une hausse de 18,7 %, au cours des neuf premiers mois de 2013, contre une augmentation de 87 700 lignes à la même période de 2012.

Bénéfice d'exploitation de 962,4 M\$, en hausse de 63,5 M\$ (7,1 %).

- La hausse du bénéfice d'exploitation s'explique surtout par :
 - l'impact de la hausse des revenus ;
 - l'ajustement d'une provision pour droits de licence du CRTC afin de s'arrimer avec la période de facturation de cet organisme ;
 Contrebalancés en partie par :
 - la hausse de certains frais d'exploitation liés principalement aux coûts d'ingénierie et aux charges inhérentes au service à la clientèle.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 52,3 % pour les neuf premiers mois de 2013, contre 53,4 % à la même période de 2012.

- Cette diminution est surtout attribuable à l'impact de la croissance des revenus (en considérant la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en pourcentage des revenus) et à l'impact de l'ajustement de la provision pour droits de licence du CRTC.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 176,6 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 120,9 M\$ à la même période de 2012, soit une augmentation de 55,7 M\$ (tableau 4).

- Cette augmentation s'explique par la diminution de 32,9 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels, surtout attribuable à des investissements inférieurs dans le réseau 4G et la modernisation du réseau filaire, et par la hausse de 24,9 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 524,3 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre 340,5 M\$ à la même période de 2012 (tableau 4).

- Cette augmentation de 183,8 M\$ s'explique surtout par la diminution de 114,2 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels, surtout attribuable à des investissements inférieurs dans le réseau 4G et la modernisation du réseau filaire, et par la hausse de 63,5 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Tableau 4 : Télécommunications

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice d'exploitation	329,3	\$ 304,4	962,4	\$ 898,9
Acquisitions d'immobilisations	(140,0)	(174,5)	(412,4)	(519,4)
Acquisitions d'actifs incorporels	(13,1)	(11,5)	(36,7)	(43,9)
Produit d'aliénation d'éléments d'actif	0,4	2,5	11,0	4,9
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	176,6	\$ 120,9	524,3	\$ 340,5

Médias d'information

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2013

Revenus de 207,8 M\$, en baisse de 19,8 M\$ (-8,7 %).

- Baisse des revenus de 4,3 M\$ attribuable aux publications qui ont été fermées depuis la fin du deuxième trimestre 2012 dans le cadre des mesures de restructuration.
- Revenus publicitaires comparables en baisse de 8,6 % ; revenus de tirage comparables en baisse de 3,1 % ; revenus numériques comparables en baisse de 19,2 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus comparables en hausse de 2,0 %.
- Baisse des revenus comparables des quotidiens urbains de 9,0 % et des hebdomadaires régionaux de 7,7 % ; diminution des revenus des portails de 40,8 % principalement en raison de la baisse des revenus publicitaires.

Bénéfice d'exploitation de 25,8 M\$, en hausse de 3,3 M\$ (14,7 %).

- Cette augmentation est principalement attribuable à :
 - l'incidence favorable de 13,4 M\$ sur le bénéfice d'exploitation liée aux mesures de restructuration et aux autres réductions de frais d'exploitation ;
 - l'impact de la baisse du prix du papier de 1,3 M\$.

Contrebalancés en partie par :

- l'impact de la baisse des revenus comparables.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 87,6 % au troisième trimestre 2013, contre 90,1 % à la même période de 2012. Cette diminution s'explique surtout par l'incidence favorable de la réduction des frais d'exploitation au troisième trimestre 2013.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2013

Revenus de 644,6 M\$, en baisse de 70,9 M\$ (-9,9 %).

- Baisse de 11,1 M\$ des revenus attribuable aux publications qui ont été fermées depuis la fin du deuxième trimestre 2012.
- Revenus publicitaires comparables en baisse de 11,3 % ; revenus de tirage comparables en baisse de 4,0 % ; revenus numériques comparables en baisse de 11,5 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus comparables en hausse de 2,1 %.
- Baisse des revenus comparables des quotidiens urbains de 10,1 % et des hebdomadaires régionaux de 9,4 % ; diminution des revenus des portails de 32,1 % principalement en raison de la baisse des revenus publicitaires.

Bénéfice d'exploitation de 55,4 M\$, en baisse de 18,4 M\$ (-24,9 %).

- Cette diminution est principalement attribuable à :
 - l'impact de la baisse des revenus comparables ;
 - l'écart défavorable de 1,7 M\$ sur le plan des crédits d'impôts multimédias sur la main-d'œuvre.

Contrebalancés en partie par :

- l'incidence favorable de 30,9 M\$ sur le bénéfice d'exploitation liée aux mesures de restructuration et aux autres réductions de frais d'exploitation ;
- l'impact de la baisse du prix du papier de 2,6 M\$.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 91,4 % pour les neuf premiers mois de 2013, contre 89,7 % à la même période de 2012. Cette hausse s'explique par la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en proportion de la baisse des revenus, contrebalancée en partie par l'incidence favorable des mesures de réduction des frais d'exploitation sur les résultats des neuf premiers mois de 2013.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 19,5 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 18,6 M\$ au même trimestre de 2012 (tableau 5). Cette augmentation de 0,9 M\$ s'explique par la hausse de 3,3 M\$ du bénéfice d'exploitation et par les produits d'aliénation d'éléments d'actif, contrebalancées en partie par une hausse de 3,9 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 40,8 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre 60,3 M\$ à la même période de 2012 (tableau 5). Ce recul de 19,5 M\$ s'explique principalement par la diminution de 18,4 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Tableau 5 : Médias d'information
Flux de trésorerie d'exploitation
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice d'exploitation	25,8 \$	22,5 \$	55,4 \$	73,8 \$
Acquisitions d'immobilisations	(6,9)	(2,0)	(11,6)	(5,5)
Acquisitions d'actifs incorporels	(2,1)	(3,1)	(6,0)	(9,2)
Produit d'aliénation d'éléments d'actif	2,7	1,2	3,0	1,2
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	19,5 \$	18,6 \$	40,8 \$	60,3 \$

Télédiffusion

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2013

Revenus de 104,1 M\$, en hausse de 5,1 M\$ (5,2 %).

- Les revenus des activités de télévision ont augmenté de 2,2 M\$, ce qui s'explique surtout par :
 - l'ajustement de 7,2 M\$ à la suite de l'ajustement rétroactif favorable attribuable à la quote-part de Groupe TVA des redevances pour les exercices 2009 à 2013, en relation avec la retransmission dans les marchés situés à l'extérieur de la zone de desserte locale des stations généralistes (« droits de retransmission »), dont un montant de 6,8 M\$ s'appliquant rétroactivement aux exercices 2009 à 2012 et aux six premiers mois de 2013 ;
 - l'augmentation des revenus d'abonnement des services spécialisés, dont l'impact des chaînes LCN, TVA Sports, MOI&cie et addik^{TV} ;
 - la hausse des revenus publicitaires des services spécialisés, dont les chaînes addik^{TV} et Prise 2.

Contrebalancés par :

- la diminution des revenus publicitaires du Réseau TVA ;
- la cessation des activités de TVA Boutiques au troisième trimestre 2013.
- Les revenus totaux d'édition ont augmenté de 2,4 M\$, surtout en raison de l'impact de l'acquisition, en juillet 2013, de Les Publications Charron & Cie, éditeur du magazine *La Semaine*.

Bénéfice d'exploitation de 15,2 M\$ au troisième trimestre 2013, en hausse de 8,4 M\$ (123,5 %).

- Bénéfice d'exploitation des activités de télévision en hausse de 7,1 M\$, qui s'explique surtout par :
 - l'incidence favorable sur le bénéfice d'exploitation de l'ajustement rétroactif favorable des droits de retransmission ;
 - la diminution de la perte d'exploitation de SUN News, attribuable à la réduction des coûts de main-d'œuvre et de contenu, et à la hausse des revenus ;
 - la réduction des coûts d'exploitation du Réseau TVA, dont les coûts de contenu, de production et autres coûts rationalisés.

Contrebalancés en partie par :

- l'impact de la baisse des revenus ;
- l'augmentation de certains frais d'exploitation au chapitre des chaînes spécialisées LCN et MOI&cie, dont les frais de publicité et de contenu.
- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation en hausse de 1,5 M\$, qui s'explique par l'impact de l'augmentation des revenus liée à l'acquisition de Les Publications Charron & Cie et par la réduction de certains coûts d'exploitation, dont les coûts d'impression.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 85,4 % au troisième trimestre 2013, contre 93,1 % à la même période de 2012. Cette diminution des coûts en proportion des revenus est surtout attribuable à l'ajustement rétroactif favorable des droits de retransmission et aux réductions de frais d'exploitation.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2013

Revenus de 330,7 M\$, en hausse de 2,7 M\$ (0,8 %).

- Les revenus des activités de télévision ont augmenté de 2,1 M\$, ce qui s'explique surtout par :
 - l'ajustement de 7,2 M\$ en vertu de l'ajustement rétroactif favorable des droits de retransmission, dont un montant de 6,1 M\$ s'appliquant rétroactivement aux exercices 2009 à 2012 ;
 - l'augmentation des revenus d'abonnement des services spécialisés, dont l'impact des chaînes LCN, TVA Sports, SUN News, MOI&cie et addik^{TV} ;
 - la hausse des revenus publicitaires des services spécialisés, dont les chaînes addik^{TV} et Prise 2.

Contrebalancés par :

- la diminution des revenus publicitaires du Réseau TVA ;
- la cessation des activités de TVA Boutiques au troisième trimestre 2013.
- Les revenus totaux d'édition sont demeurés stables. La baisse des revenus en kiosque et des revenus de publicité a été contrebalancée par l'incidence favorable sur les revenus de l'acquisition de Les Publications Charron & Cie en juillet 2013.

Bénéfice d'exploitation de 31,4 M\$, en hausse de 13,1 M\$ (71,6 %).

- Bénéfice d'exploitation des activités de télévision en hausse de 10,1 M\$, qui s'explique surtout par :
 - l'impact de l'ajustement rétroactif favorable des droits de retransmission ;
 - la diminution de la perte d'exploitation de SUN News, expliquée principalement par la réduction des coûts de main-d'œuvre et de contenus ;
 - la réduction des coûts d'exploitation du Réseau TVA, dont les coûts de contenus, de production et autres coûts rationalisés et l'ajustement d'une provision pour droits de licence du CRTC afin de s'arrimer avec la période de facturation de cet organisme.

Contrebalancés en partie par :

- l'augmentation de certains frais d'exploitation au chapitre des chaînes spécialisées LCN, MOI&cie, TVA Sports et addik^{TV} ;
- l'impact de la baisse des revenus du Réseau TVA.
- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation en hausse de 3,1 M\$, qui s'explique surtout par :
 - l'incidence favorable sur les résultats des neuf premiers mois de 2013 de l'enregistrement au premier trimestre 2012 d'une charge de 2,3 M\$ attribuable aux exercices 2010 et 2011, due à l'adoption des nouveaux tarifs relatifs à la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec ;
 - l'impact de l'acquisition de Les Publications Charron & Cie.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 90,5 % pour les neuf premiers mois de 2013, contre 94,4 % à la même période de 2012. Cette diminution des coûts en proportion des revenus est surtout attribuable à la réduction des frais d'exploitation, à l'ajustement rétroactif favorable des droits de retransmission et à l'enregistrement, au cours des neuf premiers mois de 2012, de coûts rétroactifs liés aux services de récupération des matières résiduelles.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 9,7 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 0,1 M\$ pour la même période de 2012 (tableau 6). Cette augmentation de 9,6 M\$ s'explique par l'augmentation de 8,4 M\$ du bénéfice d'exploitation et par la diminution de 1,2 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 15,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre 19,2 M\$ à la même période de 2012 (tableau 6). Cette diminution de 3,8 M\$ s'explique surtout par le produit de l'aliénation d'éléments d'actif de 21,0 M\$ inscrit au cours des neuf premiers mois de 2012 et lié à la disposition de participations dans les chaînes spécialisées mysteryTV et The Cave, contrebalancé par une augmentation de 13,1 M\$ du bénéfice d'exploitation et une diminution de 4,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Tableau 6 : Télédiffusion

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice d'exploitation	15,2 \$	6,8 \$	31,4 \$	18,3 \$
Acquisitions d'immobilisations	(4,7)	(5,8)	(14,3)	(17,9)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,8)	(0,9)	(1,7)	(2,2)
Produit d'aliénation d'éléments d'actif	-	-	-	21,0
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	9,7 \$	0,1 \$	15,4 \$	19,2 \$

Loisir et divertissement

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2013

Revenus de 74,8 M\$, en baisse de 2,9 M\$ (-3,7 %) par rapport au troisième trimestre 2012.

- Baisse de 0,9 % des revenus de Groupe Archambault inc. (« Groupe Archambault ») qui s'explique surtout par :
 - une diminution de 7,1 % des revenus de ventes au détail due principalement à la diminution des ventes de CD, de DVD et d'instruments de musique ;
 - une baisse de 40,3 % des revenus de production expliquée surtout par l'incidence sur les résultats de 2012 de la sortie d'un album à succès de l'artiste québécoise Marie-Mai, ainsi que par un plus grand nombre de spectacles produits au troisième trimestre 2012, dont *Le retour de nos idoles*.

Contrebalancées par :

- une hausse de 19,3 % des revenus de distribution principalement attribuable à l'ajout de la distribution des DVD d'un nouveau studio au premier trimestre 2013.
- Diminution de 6,6 % des revenus du secteur Livres, qui s'explique surtout par la baisse des revenus de distribution dans les grandes surfaces et les librairies.
- Baisse de 27,1 % des revenus de la chaîne de magasins Le SuperClub Vidéotron attribuable principalement à la diminution des redevances des magasins franchisés.
- Incidence favorable sur les revenus de l'acquisition, le 24 mai 2013, de Gestev Inc. (« Gestev »), une entreprise de gestion d'événements sportifs et culturels active dans la région de Québec.

Bénéfice d'exploitation de 7,9 M\$ au troisième trimestre 2013, en baisse de 3,9 M\$ (-33,1 %). Cet écart défavorable est surtout attribuable à l'impact de la baisse des revenus.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2013

Revenus de 205,2 M\$, en baisse de 11,9 M\$ (-5,5 %).

- Baisse de 5,7 % des revenus de Groupe Archambault qui s'explique surtout par :
 - une diminution de 4,0 % des revenus des ventes au détail due surtout à la diminution des ventes de CD et de DVD ;
 - un recul de 10,0 % des revenus de distribution principalement attribuable à la sortie d'un plus grand nombre d'albums à succès au cours des neuf premiers mois de 2012 ;
 - une diminution de 33,3 % des revenus de production expliquée surtout par la production d'un plus grand nombre de spectacles au cours des neuf premiers mois de 2012.
- Diminution de 3,7 % des revenus du secteur Livres, qui s'explique principalement par la baisse des revenus de distribution.
- Baisse de 26,8 % des revenus des magasins Le SuperClub Vidéotron attribuable à la baisse des redevances des magasins franchisés et à la fermeture de magasins.

Contrebalancés en partie par :

- l'incidence favorable sur les revenus de l'acquisition de Gestev, en mai 2013.

Bénéfice d'exploitation de 9,1 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, en baisse de 7,4 M\$ (-44,8 %). Cet écart défavorable s'explique surtout par l'impact de la baisse des revenus de Groupe Archambault et des magasins Le Super Club Vidéotron.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 6,0 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 9,3 M\$ à la même période de 2012 (tableau 7).

- Cet écart défavorable de 3,3 M\$ s'explique surtout par la diminution de 3,9 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 3,3 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre 8,6 M\$ à la même période de 2012 (tableau 7).

- Cet écart défavorable de 5,3 M\$ s'explique par la diminution de 7,4 M\$ du bénéfice d'exploitation, contrebalancée par une diminution de 2,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Tableau 7 : Loisir et divertissement

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice d'exploitation	7,9 \$	11,8 \$	9,1 \$	16,5 \$
Acquisitions d'immobilisations	(1,0)	(1,8)	(2,0)	(3,7)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,9)	(0,7)	(3,8)	(4,2)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	6,0 \$	9,3 \$	3,3 \$	8,6 \$

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2013

Revenus de 33,9 M\$, en hausse de 0,2 M\$ (0,6 %).

- Cette augmentation s'explique surtout par :
 - une augmentation des revenus du bureau de San Francisco, aux États-Unis.

Contrebalancée par :

- une diminution des activités auprès de clients au Canada, dont une baisse des revenus intersectoriels avec d'autres secteurs de Québecor Média ;
- une baisse des activités en Europe, particulièrement en France et en Espagne, atténuée par un effet de change favorable.

Bénéfice d'exploitation de 3,9 M\$, en hausse de 3,5 M\$. Cet écart favorable s'explique surtout par la baisse de certains frais d'exploitation, dont les coûts de main-d'œuvre.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2013

Revenus de 104,9 M\$, soit une baisse de 4,8 M\$ (-4,4 %).

- Cette diminution s'explique surtout par :
 - une diminution des activités auprès de clients au Canada, dont une baisse des revenus intersectoriels avec d'autres secteurs de Québecor Média ;
 - une baisse des activités en Europe, particulièrement en Espagne et en France.

Contrebalancées par :

- une augmentation des revenus du bureau de San Francisco, aux États-Unis ;
- une hausse des activités auprès de clients gouvernementaux.

Bénéfice d'exploitation de 9,6 M\$, en hausse de 3,2 M\$ (50,0 %). Cet écart favorable s'explique surtout par la baisse de certains frais d'exploitation, dont les coûts de main-d'œuvre, contrebalancée en partie par l'impact de la diminution des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 3,7 M\$ au troisième trimestre 2013, contre des flux négatifs de 0,4 M\$ à la même période de 2012 (tableau 8).

- Cet écart favorable de 4,1 M\$ est principalement attribuable à la hausse de 3,5 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 8,2 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre 3,4 M\$ à la même période de 2012 (tableau 8).

- Cet écart favorable de 4,8 M\$ s'explique surtout par la hausse de 3,2 M\$ du bénéfice d'exploitation, jumelée à la diminution de 1,6 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Tableau 8 : Technologies et communications interactives

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice d'exploitation	3,9 \$	0,4 \$	9,6 \$	6,4 \$
Acquisitions d'immobilisations	(0,1)	(0,8)	(1,3)	(3,0)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,1)	-	(0,1)	-
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	3,7 \$	(0,4) \$	8,2 \$	3,4 \$

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société, ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

Exploitation

Troisième trimestre 2013

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 338,8 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 376,6 M\$ à la même période de 2012.

- Cet écart défavorable de 37,8 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart défavorable de 65,4 M\$ de la variation nette hors caisse des actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par des écarts défavorables sur le plan des créiteurs et des charges à payer de Vidéotron et de la provision pour charge de restructuration dans le secteur Médias d'information ;
 - l'écart défavorable de 20,3 M\$ des impôts exigibles ;
 - l'augmentation de 11,0 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 24,9 M\$ du bénéfice d'exploitation du secteur Télécommunications ;
- la baisse de 27,1 M\$ de la portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Neuf premiers mois de 2013

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 604,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2013, contre 834,0 M\$ à la même période de 2012.

- Cet écart défavorable de 229,1 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart défavorable de 206,5 M\$ de la variation nette hors caisse des actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par des écarts défavorables sur le plan des inventaires de Vidéotron et des créiteurs et charges à payer de Vidéotron et de Nurun inc. ;
 - l'écart défavorable de 49,1 M\$ des impôts exigibles ;
 - l'augmentation de 40,2 M\$ de la portion monétaire des frais financiers ;
 - le recul de 18,4 M\$ du bénéfice d'exploitation dans le secteur Médias d'information.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 63,5 M\$ du bénéfice d'exploitation du secteur Télécommunications ;
- la baisse de 21,6 M\$ de la portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Au cours des neuf premiers mois de 2013, l'impact défavorable d'un décalage des transactions et des investissements dans les stocks du secteur Télécommunications, sur les éléments hors caisse des actifs et passifs d'exploitation, combiné à la réduction des avantages fiscaux auparavant disponibles pour le report des déboursés d'impôts, a affecté défavorablement les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. Les déboursés d'intérêts sur un niveau d'endettement plus élevé, à la suite du rachat d'actions de Québecor Média réalisé au quatrième trimestre 2012, ont aussi entraîné un impact négatif. De même, l'impact de la concurrence et de la conjoncture économique difficile dans le secteur Médias d'information a eu un impact défavorable sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. La croissance de la rentabilité du secteur Télécommunications et le refinancement de certaines dettes à des taux inférieurs ont cependant généré une incidence favorable sur les flux de trésorerie.

Fonds de roulement de 38,4 M\$ au 30 septembre 2013, contre un fonds de roulement négatif de 113,8 M\$ au 31 décembre 2012. Cet écart favorable de 152,2 M\$ s'explique principalement par la baisse des créiteurs et des charges à payer, surtout dans Vidéotron et par l'augmentation des espèces et quasi-espèces, contrebalancée en partie par l'impact de l'inscription à court terme de passifs liés aux instruments financiers dérivés échéant en janvier 2014.

Investissement

Troisième trimestre 2013

Acquisitions d'immobilisations de 153,2 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 185,8 M\$ à la même période de 2012. La baisse de 32,6 M\$ s'explique surtout par :

- une diminution de 34,5 M\$ des acquisitions d'immobilisations du secteur Télécommunications, principalement dans le réseau 4G et la modernisation du réseau filaire.

Acquisitions d'actifs incorporels de 16,7 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 15,8 M\$ à la même période de 2012.

Acquisitions d'entreprises de 6,9 M\$ au troisième trimestre 2013, en raison de l'acquisition de Les Publications Charron & Cie et de Charron Éditeur, dans le secteur Télédiffusion, contre aucune à la même période de 2012.

Dispositions d'entreprises négatif de 0,7 M\$ au troisième trimestre 2013, expliqué par certains ajustements contractuels au prix de vente de *Jobboom*, contre 0,8 M\$ à la même période de 2012.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 3,5 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 3,7 M\$ au troisième trimestre 2012.

Neuf premiers mois de 2013

Acquisitions d'immobilisations de 443,1 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2013, comparativement à 551,6 M\$ à la même période de 2012. Cet écart de 108,5 M\$ s'explique surtout par une diminution de 107,0 M\$ des acquisitions d'immobilisations du secteur Télécommunications, attribuable aux mêmes raisons que celles mentionnées dans l'analyse du troisième trimestre 2013.

Acquisition d'actifs incorporels de 47,9 M\$ lors des neuf premiers mois de 2013, contre 58,1 M\$ à la même période de 2012, soit une diminution de 10,2 M\$, principalement dans le secteur Télécommunications.

Acquisitions d'entreprises de 8,5 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, principalement en raison de l'acquisition de Les Publications Charron & Cie et de Charron Éditeur, dans le secteur Télédiffusion, contre 0,8 M\$ à la même période de 2012.

Dispositions d'entreprises de 52,1 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2013 expliqué par la vente de *Jobboom* à Technologies Interactives Mediagrip inc., contre 0,8 M\$ à la même période de 2012.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 14,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, principalement dans le secteur Télécommunications, contre 27,1 M\$ à la même période de 2012, soit une diminution de 12,7 M\$.

- Le produit d'aliénation d'éléments d'actif pour les neuf premiers mois de 2012 comprend un montant de 21,0 M\$ enregistré dans le secteur Télédiffusion lors de la vente des participations dans les chaînes spécialisées *mysteryTV* et *The Cave*.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média

Troisième trimestre 2013

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média de 173,5 M\$ au troisième trimestre 2013, contre 181,0 M\$ à la même période de 2012 (tableau 9).

- Cette diminution de 7,5 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart défavorable de 38,9 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation.

Contrebalancé par :

- la diminution de 32,5 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Neuf premiers mois de 2013

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média de 143,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre 269,6 M\$ à la même période de 2012 (tableau 9).

- Cet écart défavorable de 126,2 M\$ s'explique par :
 - l'écart défavorable de 232,1 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ;
 - la diminution de 12,7 M\$ du produit de l'aliénation d'éléments d'actif.

Contrebalancés par :

- la baisse de 108,4 M\$ des acquisitions d'immobilisations ;
- la baisse de 10,2 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels.

Tableau 9**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de Québecor Média et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de cette filiale**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice (perte) d'exploitation :				
Télécommunications	329,3 \$	304,4 \$	962,4 \$	898,9 \$
Médias d'information	25,8	22,5	55,4	73,8
Télédiffusion	15,2	6,8	31,4	18,3
Loisir et divertissement	7,9	11,8	9,1	16,5
Technologies et communications interactives	3,9	0,4	9,6	6,4
Siège social	(0,4)	1,2	1,9	4,7
	381,7	347,1	1 069,8	1 018,6
Portion monétaire des frais financiers	(84,2)	(75,1)	(266,7)	(231,8)
Portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(5,1)	(32,2)	(12,6)	(34,2)
Impôts exigibles	(30,7)	(10,4)	(85,3)	(36,2)
Autres	0,4	(0,3)	–	(0,5)
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	77,8	149,7	(85,2)	136,2
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies	339,9	378,8	620,0	852,1
Acquisitions d'immobilisations et acquisitions d'actifs incorporels, moins le produit de l'aliénation d'éléments d'actif :				
Télécommunications	(152,7)	(183,5)	(438,1)	(558,4)
Médias d'information	(6,3)	(3,9)	(14,6)	(13,5)
Télédiffusion	(5,5)	(6,7)	(16,0)	0,9
Loisir et divertissement	(1,9)	(2,5)	(5,8)	(7,9)
Technologies et communications interactives	(0,2)	(0,8)	(1,4)	(3,0)
Siège social	0,2	(0,4)	(0,7)	(0,6)
	(166,4)	(197,8)	(476,6)	(582,5)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies	173,5 \$	181,0 \$	143,4 \$	269,6 \$

Financement

Dettes consolidées (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en hausse de 419,0 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013. Variation nette favorable de 108,7 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au cours des neuf premiers mois de 2013, les augmentations de la dette se résument comme suit :
 - l'émission par Vidéotron, le 17 juin 2013, de billets de premier rang d'un montant en capital de 400,0 M\$ pour un produit net de 394,8 M\$, déduction faite des frais de financement de 5,2 M\$. Ces billets portent intérêt à un taux de 5,625 % et viennent à échéance le 15 juin 2025 ;
 - la conclusion par Québecor Média, le 1^{er} août 2013, d'un prêt à terme « B » garanti de premier rang de 350,0 M\$US, émis à un prix de 99,50 % le 29 août 2013 pour un produit net de 358,4 M\$, déduction faite des frais de financement de 1,9 M\$. Le prêt à terme porte intérêt au taux LIBOR, assujéti à un LIBOR plancher de 0,75 %, majoré d'une prime de 2,50 %. Ce prêt à terme prévoit des paiements d'amortissement trimestriels correspondants à 1,00 % par année du montant en capital initial, et le solde est payable le 17 août 2020 ;
 - la hausse de 213,6 M\$ de la dette due à la réduction de la juste valeur des options de règlement anticipé qui sont inscrites au bilan en diminution de la dette. Cette réduction s'explique par l'impact de la fluctuation des hypothèses d'évaluation, notamment les taux d'intérêt et primes de crédit implicites aux prix des sous-jacents, et les dates prévues d'exercice des options, ainsi que par le renversement de la juste valeur des options de règlement anticipé lié aux billets de premier rang de Vidéotron remboursés le 2 juillet 2013 et aux billets de premier rang de Québecor Média remboursés le 30 août 2013 ;
 - l'impact défavorable du taux de change estimé à 122,3 M\$. La hausse attribuable à ce facteur a été contrebalancée par une baisse du passif (ou d'une hausse de l'actif) liée aux ententes de swaps sur devises comptabilisées sous « Instruments financiers dérivés » ;
 - la hausse de 6,3 M\$ de la dette de Québecor.
 - Au cours de la même période, la dette a diminué principalement pour les raisons suivantes :
 - le remboursement par anticipation et le retrait par Vidéotron, le 2 juillet 2013, de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 380,0 M\$US émis le 15 avril 2008, portant intérêt à un taux de 9,125 % et échéant en avril 2018 ;
 - le remboursement par anticipation par Québecor Média, le 30 août 2013, de ses billets de premier rang d'un montant en capital de 265,0 M\$US émis le 17 janvier 2006 et en circulation, portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016 ;
 - les remboursements courants totalisant 16,0 M\$ sur les facilités de crédit de Québecor Média et de Vidéotron.
 - Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un passif net de 262,9 M\$ au 31 décembre 2012 à un passif net de 154,2 M\$ au 30 septembre 2013, soit une variation nette favorable de 108,7 M\$, expliquée par :
 - l'écart favorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés ;
 - le règlement à l'échéance du passif lié aux contrats de couverture de Québecor Média qui étaient utilisés pour couvrir le risque de taux de change sur le prêt à terme « B » remboursé par anticipation en totalité en décembre 2012 ;
 - le règlement du passif lié aux contrats de couverture de Québecor Média dans le cadre du remboursement, le 30 août 2013, d'un montant en capital global de 265,0 M\$US de ses billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 %.
- Contrebalancés par :
- l'impact défavorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport aux États-Unis ;
 - la réalisation de l'actif lié aux contrats de couverture de Vidéotron dans le cadre du remboursement, le 2 juillet 2013, d'un montant en capital global de 380,0 M\$US de ses billets de premier rang portant intérêt à un taux de 9,125 %.
- Le 16 avril 2013, Québecor Média a lancé une offre publique d'échange visant l'échange de la totalité de ses billets de premier rang en circulation portant intérêt à un taux de 5,75 % et échéant le 15 janvier 2023, contre des billets d'un capital équivalent inscrits en vertu de la loi intitulée *Securities Act of 1933*. L'échange de la quasi-totalité (99,9 %) des billets a été effectué le 14 mai 2013.

- En juin 2013, Québecor Média a amendé sa facilité de crédit renouvelable de 300,0 M\$ afin de proroger sa date d'échéance jusqu'en janvier 2017 et d'amender certaines conditions.
- En juin 2013, Vidéotron a également amendé sa facilité de crédit renouvelable de 575,0 M\$ afin de proroger sa date d'échéance jusqu'en juillet 2018 et d'amender certaines conditions.
- Le 17 juin 2013, Québecor et la Caisse ont annoncé la clôture du placement privé secondaire par CDP Capital, une filiale de la Caisse, de débentures subordonnées non garanties convertibles de Québecor, d'un capital global de 305,0 M\$, portant intérêt à un taux de 4,125 % et échéant en 2018. Québecor n'a reçu aucun produit de la vente des débentures vendues par CDP Capital dans le cadre de ce placement privé secondaire relatif à la transaction annoncée le 3 octobre 2012 et qui permettait à la Caisse de rééquilibrer son portefeuille en disposant d'une partie de son investissement important dans le secteur des médias et des télécommunications.
- En octobre 2013, la Société a amendé sa facilité de crédit renouvelable de 150,0 M\$ afin de proroger sa date d'échéance jusqu'en novembre 2016 et d'amender certaines conditions.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 1,22 G\$ au 30 septembre 2013 pour Québecor Média et ses filiales détenues à part entière, soit une encaisse de 342,8 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 874,9 M\$.

Liquidités disponibles nettes de 74,8 M\$ pour Québecor au niveau corporatif, soit un découvert bancaire de 1,2 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 76,0 M\$.

Dettes consolidées totalisant 4,95 G\$ au 30 septembre 2013, soit une augmentation de 419,0 M\$ par rapport au 31 décembre 2012. Variation nette favorable de 108,7 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 2,34 G\$ de Vidéotron (2,13 G\$ au 31 décembre 2012), de 74,6 M\$ de Groupe TVA (74,4 M\$ au 31 décembre 2012), de 2,42 G\$ de Québecor Média (2,23 G\$ au 31 décembre 2012) et de 108,9 M\$ de Québecor (102,6 M\$ au 31 décembre 2012).

Au 30 septembre 2013, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 10

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor

Périodes de 12 mois terminées les 30 septembre

(en millions de dollars canadiens)

2014	26,0	\$
2015	100,9	
2016	651,8	
2017	45,5	
2018	356,9	
2019 et ultérieurement	3 865,7	
Total	5 046,8	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 7,1 ans au 30 septembre 2013 (7,1 ans au 31 décembre 2012). La dette était constituée approximativement de 82,9 % de dettes à taux fixe (89,7 % au 31 décembre 2012) et de 17,1 % de dettes à taux variable (10,3 % au 31 décembre 2012).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir les engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contribution conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de paiement de dividendes. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de faire face aux échéances futures de ses dettes, qui sont relativement échelonnées au cours des prochaines années.

La Société et ses filiales sont assujetties au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à leurs ententes de financement respectives. Les indicateurs clés de ces ententes de financement comprennent, entre autres, le ratio de couverture du service de la dette et le ratio d'endettement (dette à long terme sur le bénéfice d'exploitation). Au 30 septembre 2013, la Société et ses filiales respectaient tous leurs ratios financiers et clauses financières restrictives de leurs conventions de financement.

Dividendes déclarés

- Le 6 novembre 2013, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,025 \$ par action sur les actions catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 17 décembre 2013 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 22 novembre 2013.

Participation aux enchères de spectre dans la bande de 700 MHz

Le 22 octobre 2013, Vidéotron s'est qualifiée provisoirement à titre de participant au processus de mise aux enchères de spectre dans la bande de 700 MHz annoncé par Industrie Canada. Le début de la mise aux enchères est prévu le 14 janvier 2014.

Le 29 octobre 2013, Vidéotron a déposé une lettre de crédit auprès d'Industrie Canada à titre de dépôt préalable aux enchères dans le cadre de sa demande de participation. Le dépôt de cette lettre de crédit a pour effet de réduire les liquidités disponibles nettes de la Société. Par ailleurs, conformément aux règles de confidentialité publiées par Industrie Canada en matière de communication durant le processus d'enchères, il est strictement interdit pour la Société de communiquer le montant de cette lettre de crédit, laquelle peut être retirée par Vidéotron en tout temps avant le début des enchères.

Le cadre complet de délivrance des licences de spectre dans la bande de 700 MHz, tel que publié par Industrie Canada, y compris la méthode utilisée pour déterminer la valeur des dépôts préalables, peut être consulté sur le site internet d'Industrie Canada à l'adresse suivante : <http://www.ic.gc.ca/eic/site/smt-gst.nsf/fra/h_sf10598.html>.

Analyse du bilan consolidé au 30 septembre 2013

Tableau 11

Bilan consolidé de Québecor

Analyse des principales variations entre les 30 septembre 2013 et 31 décembre 2012

(en millions de dollars canadiens)

	30 sept. 2013	31 déc. 2012	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actif				
Espèces et quasi-espèces	353,6 \$	228,7	124,9	Flux de trésorerie d'exploitation en excédant des activités d'investissement et de financement
Débiteurs	541,3	578,7	(37,4)	Incidence de la variation courante des activités
Actifs incorporels	834,8	956,7	(121,9)	Amortissement des licences de spectre dans Vidéotron et dépréciation des marques de commerce de publications et des relations clients dans le secteur Médias d'information
Écart d'acquisition	3 109,5	3 371,6	(262,1)	Dépréciation de l'écart d'acquisition des secteurs Médias d'information et Loisir et divertissement, et disposition de <i>Jobboom</i>
Passif				
Créditeurs et charges à payer	646,7	804,5	(157,8)	Incidence de la variation courante des activités
Impôts sur le bénéfice ¹	64,6	23,3	41,3	Réduction des avantages fiscaux auparavant disponibles
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	4 950,3	4 531,3	419,0	<i>Cf.</i> « Financement »
Instruments financiers dérivés ²	154,2	262,9	(108,7)	<i>Cf.</i> « Financement »
Passifs d'impôts différés nets ³	520,9	570,2	(49,3)	Réduction des impôts différés liée à la fluctuation de la juste valeur des options de règlement anticipé de dettes

¹ Passif à court terme moins l'actif à court terme

² Passif à court et à long terme moins l'actif à long terme

³ Passif à long terme moins l'actif à long terme

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2013, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, les paiements de coupons sur les débetures convertibles, les paiements minimaux exigibles relatifs aux contrats de location-exploitation, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, et ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 12.

Tableau 12
Obligations contractuelles de Québecor au 30 septembre 2013
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an		1-3 ans		3-5 ans		5 ans et plus	
Dette à long terme ¹	5 046,8	\$	26,0	\$	752,7	\$	402,4	\$	3 865,7
Paiements d'intérêts ²	2 410,9		239,5		647,7		561,7		962,0
Paiements de coupons sur les débetures convertibles	113,5		20,6		41,3		41,3		10,3
Contrats de location-exploitation	295,4		57,2		77,5		50,0		110,7
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	577,4		131,4		160,5		78,7		206,8
Instruments financiers dérivés ³	131,8		117,1		4,0		71,7		(61,0)
Total des obligations contractuelles	8 575,8	\$	591,8	\$	1 683,7	\$	1 205,8	\$	5 094,5

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements liés aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

² Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme, selon les taux d'intérêt en vigueur et les taux d'intérêt des couvertures, et selon les taux de change des couvertures sur devises au 30 septembre 2013.

³ Estimation des déboursés futurs, déduction faite des encaissements futurs liés à la couverture des devises en utilisant des instruments financiers dérivés.

Transactions entre parties liées

Au cours du troisième trimestre 2013, la Société et ses filiales ont effectué des achats et engagé des dépenses de loyer avec des sociétés liées pour un montant de 0,6 M\$ (0,7 M\$ à la même période de 2012) compris dans les achats de biens et services. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 0,9 M\$ (0,7 M\$ à la même période de 2012). Ces transactions ont été conclues à des conditions équivalentes à celles existant pour des transactions entre sociétés non liées et ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours des neuf premiers mois de 2013, la Société et ses filiales ont effectué des achats et engagé des dépenses de loyer avec des sociétés liées pour un montant de 1,5 M\$ (3,8 M\$ à la même période de 2012) compris dans les achats de biens et services. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 2,3 M\$ (2,7 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012). Ces transactions ont été conclues à des conditions équivalentes à celles existant pour des transactions entre sociétés non liées et ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 13 présente les données du capital-actions de la Société au 31 octobre 2013. De plus, 2 369 182 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 31 octobre 2013.

Tableau 13

Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 31 octobre 2013	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	39 119 772	8,7 \$
Actions catégorie B	84 391 692	321,0

Le 8 août 2013, la Société a déposé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 956 068 actions catégorie A représentant environ 5 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 8 429 248 actions catégorie B représentant environ 10 % des actions catégorie B détenues dans le public au 31 juillet 2013. Les rachats peuvent être effectués entre les 13 août 2013 et 12 août 2014, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Pour les neuf premiers mois de 2013, la Société a racheté et annulé 1 423 700 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 31,5 M\$ (1 457 000 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 25,8 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012). L'excédent de 26,1 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis au cours des neuf premiers mois de 2013 (20,3 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012).

Le 14 août 2013, la Société a procédé au fractionnement de ses actions catégorie A et de ses actions catégorie B en circulation, à raison de 2 pour 1. Ainsi, les porteurs d'actions de la Société ont reçu une action additionnelle pour chaque action détenue à la date de clôture des registres. Les négociations sur les actions de la Société, sur la nouvelle base de 2 pour 1, ont commencé à l'ouverture des marchés le 16 août 2013.

Instruments financiers

Québecor et ses filiales utilisent de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et des quasi-espèces, des comptes clients, des placements à long terme, des dettes bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, des dettes à long terme et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société et ses filiales utilisent des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars canadiens les versements sur leurs dettes libellées en dollars US (intérêt et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable et iii) pour renverser les positions de couverture existantes au moyen d'opérations de compensation. La Société et ses filiales n'ont pas l'intention de régler leurs instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt conclues par la Société et ses filiales comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme des instruments financiers dérivés et des composantes passif et dérivé des débetures convertibles aux 30 septembre 2013 et 31 décembre 2012 sont les suivantes :

Tableau 14
Juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés
(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	30 septembre 2013		31 décembre 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme ¹	(5 046,8) \$	(5 038,1) \$	(4 845,1) \$	(5 109,1) \$
Instruments financiers dérivés :				
Options de règlement anticipé	46,8	46,8	264,9	264,9
Contrats de change à terme ²	0,1	0,1	0,1	0,1
Ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt ²	(154,3)	(154,3)	(263,0)	(263,0)
Composantes passif et dérivé des débetures convertibles	(123,3)	(123,3)	(132,7)	(132,7)

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements liés aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

² La valeur des contrats de change à terme utilisés pour renverser les positions de couverture existantes est déduite de la valeur des instruments financiers ainsi compensés.

Les pertes (les gains) sur évaluation et conversion des instruments financiers pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2013 sont résumé(e)s dans le tableau 15.

Tableau 15
Perte (gain) sur évaluation et conversion des instruments financiers
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Perte (gain) sur les dérivés incorporés et les instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas utilisée	8,5 \$	(117,7) \$	141,1 \$	(241,5) \$
Pertes sur renversement des dérivés incorporés lors du rachat de dettes	5,9	–	72,9	9,7
Perte (gain) sur la tranche inefficace des couvertures des flux de trésorerie	0,6	–	(1,7)	–
Gain sur la juste valeur de la composante dérivé des débetures convertibles	(0,4)	–	(2,7)	–
	14,6 \$	(117,7) \$	209,6 \$	(231,8) \$

Des pertes de 10,8 M\$ et de 39,3 M\$, respectivement au troisième trimestre 2013 et pour les neuf premiers mois de 2013, ont été inscrites aux autres éléments du résultat global, relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (gains de 5,8 M\$ et de 31,2 M\$ respectivement au troisième trimestre 2012 et pour les neuf premiers mois de 2012).

La juste valeur estimative de la dette à long terme et de la composante passif des débetures convertibles est fondée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés constatée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur

constatée des instruments dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque de non-exécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, fondée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, lié à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou par la Société.

La juste valeur des options de règlement anticipé constatée comme des dérivés incorporés et de la composante dérivé des débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris les facteurs de volatilité et d'actualisation.

Modifications aux conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes suivantes. À moins d'avis contraire, l'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu un impact significatif sur les chiffres correspondants pour la période comparative.

- i) L'IFRS 10 *États financiers consolidés* a remplacé le SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* et une partie de l'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.
- ii) L'IFRS 11 *Partenariats* a remplacé l'IAS 31 *Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations du contrat, et non sur sa forme juridique. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Le tableau suivant résume les ajustements qui ont été enregistrés dans les états consolidés des résultats pour les chiffres correspondants des périodes antérieures :

Augmentation (diminution)	Trois mois terminés le 30 septembre 2012	Neuf mois terminés le 30 septembre 2012
Revenus	– \$	(4,2) \$
Achats de biens et services	–	(2,5)
Frais financiers	–	(1,7)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	– \$	– \$

- iii) L'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* est une nouvelle norme intégrée relative aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant de partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.
- iv) L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* est une nouvelle norme intégrée qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et qui stipule les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.
- v) L'IAS 1 *Présentation des états financiers* a été modifiée et le principal changement résultant des modifications apportées à cette norme est l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés aux résultats et les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés aux résultats.
- vi) L'IAS 19 *Avantages du personnel (modifiée)* implique, entre autres, la comptabilisation immédiate de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état consolidé des résultats. L'IAS 19 présente également l'approche de coût des intérêts nets qui remplace le rendement attendu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre des prestations définies par une composante unique de coût des intérêts nets calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés doivent être comptabilisés à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne peuvent plus être répartis sur des périodes de service futures. L'IAS 19 permet aussi de choisir de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. La Société a choisi de comptabiliser les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans le cumul des autres éléments du résultat global.

L'adoption de la norme modifiée a eu les impacts suivants sur les chiffres des périodes antérieures :

États consolidés des résultats

Augmentation (diminution)	Trois mois terminés le 30 septembre 2012	Neuf mois terminés le 30 septembre 2012
Coûts liés au personnel	0,9 \$	2,8 \$
Frais financiers	3,2	9,6
Impôts différés	(1,1)	(3,3)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	(3,0) \$	(9,1) \$
Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable aux :		
Actionnaires	(1,5) \$	(4,5) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1,5)	(4,6)

Bilans consolidés

Augmentation (diminution)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Autres éléments de passif	2,1 \$	3,7 \$
Passif d'impôts différés	(0,6)	(1,0)
Bénéfice non répartis	75,4	48,4
Cumul des autres éléments du résultat global	(77,2)	(49,6)
Participations ne donnant pas le contrôle	0,3	(1,5)

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2013, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur le site Internet à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer son réseau et l'offre de service mobile qui en découle ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux et de la télévision ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement de son réseau ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- la capacité de Québecor Média de restructurer avec succès les activités de ses journaux afin d'en optimiser l'efficacité dans un contexte de bouleversement de l'industrie des journaux ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution numérique, d'accès Internet et de téléphonie, et la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement, ou des dépenses d'investissement ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur les exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez-vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 7 novembre 2013 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal, Québec

7 novembre 2013

QUÉBECOR INC. ET SES FILIALES

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2013			2012			2011	
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
Exploitation								
Revenus	1 075,1 \$	1 088,4 \$	1 047,8 \$	1 137,8 \$	1 054,7 \$	1 079,8 \$	1 057,3 \$	1 140,1 \$
Bénéfice d'exploitation	380,3	367,8	317,5	368,0	349,3	353,6	318,2	364,9
Contribution (à la perte nette) au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	63,7	52,9	31,6	52,9	49,5	46,1	36,2	52,0
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(6,3)	(113,9)	3,1	(50,8)	47,5	16,1	30,2	34,0
Éléments inhabituels	(224,9)	(12,8)	(0,6)	4,0	(81,0)	2,2	3,4	(4,2)
Activités abandonnées	(0,3)	28,7	1,5	1,0	1,1	1,1	1,6	2,5
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(167,8)	(45,1)	35,6	7,1	17,1	65,5	71,4	84,3
Données de base par action								
Contribution (à la perte nette) au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,51 \$	0,43 \$	0,25 \$	0,42 \$	0,39 \$	0,36 \$	0,29 \$	0,41 \$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,05)	(0,92)	0,03	(0,40)	0,38	0,13	0,23	0,27
Éléments inhabituels	(1,82)	(0,10)	-	0,03	(0,64)	0,02	0,03	(0,04)
Activités abandonnées	-	0,23	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(1,36)	(0,36)	0,29	0,06	0,14	0,52	0,56	0,66
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	123,7	124,3	124,7	125,4	126,3	126,9	127,0	126,9
Données diluées par action								
Contribution (à la perte nette) au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,51 \$	0,43 \$	0,21 \$	0,35 \$	0,39 \$	0,35 \$	0,29 \$	0,41 \$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,05)	(0,92)	0,02	(0,34)	0,38	0,13	0,23	0,27
Éléments inhabituels	(1,82)	(0,10)	-	0,03	(0,64)	0,02	0,03	(0,04)
Activités abandonnées	-	0,23	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(1,36)	(0,36)	0,24	0,05	0,14	0,51	0,56	0,66
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	123,7	124,3	150,8	148,6	126,5	127,3	127,3	127,5